

ÉCONOMIE

**Le protectionnisme,  
péché capital  
du XXI<sup>e</sup> siècle ?**

**Libre-échange ou protectionnisme ? S'inspirer du vivant pour trouver le juste équilibre entre ouverture sur le monde et protection de l'économie locale peut s'avérer salubre.**

Avec le soutien de



Depuis les années 80, **l'économie mondiale évolue sans discontinuer vers toujours plus de libre-échange**, vers toujours moins d'entraves à la libre-circulation des biens, des services et des capitaux. Cette intégration progressive des économies nationales en un unique marché mondial s'est déroulée de façon délibérée dans les pays industrialisés et dans les pays alors émergents ; elle a par contre été imposée aux pays « en développement », en échange de mesures censées adoucir la charge d'une dette qui tenait (et tient toujours) ces pays à la gorge. En convertissant leur agriculture et leurs richesses minérales, notamment, en industries d'exportation, ils étaient supposés entrer dans la danse de la croissance économique. Et, *accessoirement*, bénéficiaires de devises leur permettant d'honorer leurs devoirs envers leurs créanciers occidentaux. Ce type de crédits conditionnés n'appartient pas au passé ni à d'autres continents. Le peuple grec en sait quelque chose...

Le « grand marché européen » depuis 1992, L'Organisation mondiale du commerce (1994) et l'AGCS qui libéralise le commerce des services (1995), la tentative d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) à la fin des années 90, les Accords de partenariat économiques (APE) signés avec des pays du Sud, le Traité transatlantique sur le commerce et l'investissement (TTIP), le CETA (avec le Canada)... les efforts pour laisser circuler librement les biens, les services et les capitaux ne cessent jamais dans le chef de nos décideurs économiques, suivis plutôt docilement par les décideurs politiques.

## **Biens, services, capitaux : circulez !**

Dans la pensée néolibérale qui s'impose à toute la planète, **toute entrave à cette libre-circulation est mal vue** et doit, à terme, être supprimée. Ce dogme cadre bien avec la foi en la croissance indéfinie du PIB et en ses vertus. Plus les biens et services (privatisés) circulent, plus ils produisent des bénéfices et plus l'économie gonfle. Quant aux capitaux, la motivation pour les laisser circuler librement est qu'ils permettent l'investissement (et donc la croissance, et donc l'emploi). En réalité, ils ne circulent proportionnellement presque plus dans l'économie réelle, mais majoritairement dans l'économie spéculative et virtuelle, où ils ne produisent rien d'autre que des richesses inouïes pour quelques-uns et des risques systémiques pour l'économie mondiale.

Quelles sont les « entraves à la libre circulation » des biens et services ? **Les tarifs douaniers** en sont une. Ils permettent par exemple à un pays de freiner l'importation de produits qui constitueraient une concurrence

dommageable à une production locale, mettant en danger le secteur concerné. Ces barrières douanières ont fortement diminué ces dernières années. Entre l'Europe et les États-Unis, ces tarifs tournent autour de 2 à 2,5%, sauf pour certains produits, où ils restent dissuasifs : le lait est taxé à 22% à son entrée aux USA tandis que, du côté européen, c'est la viande importée qui est taxée à 45%<sup>1</sup>.

Une deuxième barrière possible à la libre-circulation des biens est l'instauration de **quotas d'importation**. Nos pays ont usé de ce dispositif à partir des années 70, notamment pour protéger l'industrie européenne du textile des importations venant de pays à bas salaires. Ces « Accords multifibres », signés en 1974, ont été démantelés par l'OMC en 2005. C'est-à-dire que **nos pays ont bâti leur prospérité grâce à une certaine dose de protectionnisme**, qui n'était alors pas encore un « gros mot ». Il est bon de s'en souvenir aujourd'hui, quand on oblige les pays non industrialisés à s'ouvrir à la concurrence mondiale, feignant de ne pas voir qu'il s'agit de mettre dans la même arène un chaton et un tigre en prétendant qu'ils se battent à armes égales.

Une troisième barrière est constituée par les **normes** établies par l'État ou un ensemble d'États (comme l'Union européenne) en matière de santé publique, d'écologie, de la qualité des produits, des droits sociaux.... Quand l'UE refuse d'importer du bœuf américain traité aux hormones ou du maïs OGM, elle entrave le droit de faire du commerce pour protéger les droits des citoyens. Il ne s'agit pas ici de protéger l'économie nationale, mais bien de réguler l'économie selon des critères que l'on pourrait qualifier d'éthiques : la santé publique, la protection de l'environnement, le bien-être animal ou, par exemple, la préservation d'un patrimoine culturel, social ou encore gastronomique. Ces critères s'appliquent également aux échanges commerciaux internes aux pays et l'entrave au commerce international en est une conséquence secondaire.

C'est surtout ce dernier type d'obstacle au commerce que des traités comme le TTIP et le CETA cherchent à supprimer, officiellement pour faciliter les échanges commerciaux et réduire les « complications administratives » occasionnées par la diversité des normes de part et d'autres de l'Atlantique, en l'occurrence.

---

<sup>1</sup> Voir *Un marché toujours plus libéralisé ?*, dans Financité, n°43, septembre 2016. [www.financite.be](http://www.financite.be)

## Tous des «- ismes » !

**Ceux qui s'opposent** à ce type d'accords et donc à un libre-échange où le droit de faire du profit l'emporte sur tous les autres droits **sont accusés de protectionnisme**, mot facilement associé à d'autres « ismes », comme extrémisme ou populisme. Ainsi un éditorialiste espagnol met-il tous les opposants au TTIP et au CETA dans le même sac, celui d'une « *alliance de fait, ô combien perverse, entre le populisme antimondialisation (et antiaméricain) – prétendument gauchiste – et l'extrême droite xénophobe, protectionniste, hostile à l'Europe (et à l'Amérique)* »<sup>2</sup>.

Certes, les altermondialistes et les nationalistes ont tous deux des raisons de s'opposer au libre-échange, mais ils n'ont pas les mêmes motivations. Remettre l'économie au service de l'être humain d'un côté, se replier sur ses privilèges et son *identité* de l'autre.

De même, quand les opposants au TTIP ou au CETA promeuvent et pratiquent ce qu'on appelle **la relocalisation de l'économie**, contre les vents et marées de la mondialisation économique et financière dont le libre-échange est l'un des piliers, ce n'est pas pour se défendre d'une quelconque menace étrangère, mais pour **favoriser la vitalité économique et sociale des territoires**, pour créer des emplois autant que du lien social et rendre les communautés locales plus résilientes face aux inévitables bouleversements que notre monde connaîtra dans les prochaines années et décennies.

Dans cette perspective, ils créent ou rejoignent des Groupes d'achats communs qui soutiennent l'agriculture paysanne locale, ils désertent les supermarchés et leurs fraises espagnoles à Noël, ils préfèrent le petit resto du coin au fastfood, l'artisan à l'industriel, ils adhèrent à une monnaie locale complémentaire.

**De « relocalisation » à « protectionnisme », il n'y a souvent qu'un pas** dans les esprits. Et protectionnisme est un mot que nous sommes habitués à comprendre de façon négative : repli sur soi, fermeture, voire égoïsme...

---

<sup>2</sup> Xavier Vidal-Folch, journaliste et directeur adjoint du quotidien El País, spécialiste des questions européennes, *La dernière chance pour le TTIP, conspué par les extrêmes*, mis en ligne le 26/09/2016 sur [www.lesoir.be](http://www.lesoir.be). Lien raccourci vers l'article : <https://miniurl.be/r-17n4>

« Je suis souvent obligé de répondre à des questions sur le protectionnisme dans les animations sur la monnaie citoyenne, constate Jean-Yves Buron<sup>3</sup>. Les gens pensent que, si on a une monnaie locale, on se ferme aux échanges avec l'extérieur, on s'enferme, en quelque sorte. »

## Relocaliser n'est pas se fermer

Or, « protectionnisme » n'est pas un mot par nature négatif. Il en va de même pour le mot « libéralisme ». Ce qui est important, c'est de **trouver un équilibre entre la protection des économies régionales et la liberté dans les activités économiques...** L'échange sans entraves de biens et de services ne peut constituer un but en soi. Relocaliser l'économie ne signifie pas vivre en autarcie, construire des murs de protection, refuser les échanges avec l'étranger ou avec l'extérieur de la communauté concernée.

**Relocaliser l'économie permet de corriger plusieurs travers du libre-échange** sans entraves :

### **Vous avez dit « local » ?**

Parler d'économie locale n'équivaut pas à parler de quelques maisons regroupées autour d'un clocher. Il n'y a pas de règle qui définisse où s'arrête le local, quelle est sa superficie maximale. Il peut s'agir d'une commune, d'une ville et de sa périphérie, d'un bassin de vie... C'est en observant les circuits économiques que l'on peut au cas par cas donner une dimension concrète au mot « local ».

Premièrement, **éviter que les richesses produites par le travail de chacun soient confisquées par les multinationales, la finance internationale et la spéculation boursière.** Quand nous allons faire nos courses à l'hypermarché, une toute petite partie de ce que nous payons à la caisse revient à la caissière ou au caissier ; une autre toute petite partie revient au producteur. Mais la plus grande partie du bénéfice s'en va vers une structure multinationale qui va rémunérer ses actionnaires (et donc enrichir notamment les fameux « 1% »), investir dans la publicité, renforçant ainsi sa mainmise sur l'économie et favorisant des comportements nuisibles pour la santé et l'environnement.

Relocaliser l'économie, c'est faire en sorte que l'argent produit par l'économie réelle (nos salaires, nos achats) réalimente l'économie réelle au lieu d'aller nourrir l'économie virtuelle et spéculative.

---

<sup>3</sup> L'un des fondateurs du « Valeureux », la monnaie citoyenne de la région liégeoise et permanent à Vivre Ensemble Éducation.

Quand nous achetons dans le cadre d'un GASAP<sup>4</sup>, d'un GAC<sup>5</sup> ou en nous rendant directement chez le producteur, nous encourageons une activité locale créatrice d'emplois de qualité non délocalisables<sup>6</sup> et facteur de dynamisme économique régional, de lien social, etc.

Deuxièmement, **acheter des produits venus du bout du monde** (les pommes du Chili, les haricots du Kenya) ou même d'autres pays d'Europe (les fraises et les tomates d'Espagne), *a fortiori* quand c'est hors-saison, alors que nous pouvons les produire chez nous<sup>7</sup>, **c'est une aberration écologique et sanitaire**, tant par le mode de culture (gaspillage d'eau, pesticides...) que par le transport générateur de gaz à effet de serre<sup>8</sup>. Vouloir renforcer les échanges de marchandises par-dessus l'Atlantique est aussi une contradiction politique après la signature en grande pompe de l'accord sur le climat suite à la 21<sup>e</sup> Conférence des Nations-Unies sur le Climat (COP21).

Troisièmement, il est important que les populations, que ce soit via leur État ou au niveau local, **gardent le contrôle de leur économie**. Pour les pays du Sud, on parle souvent de souveraineté alimentaire : pouvoir choisir ce qu'on mange et la façon dont on le produit. On pourrait parler, plutôt que de protectionnisme, de **souveraineté économique**, qui permettrait aux populations, à divers niveaux (local, régional, national) de décider démocratiquement du type d'économie qu'elles veulent et de choisir par exemple de viser le bien commun plutôt que le profit maximum.

## S'inspirer du vivant

Nous sommes habitués à penser en termes binaires (bien ou mal, noir ou blanc, 0 ou 1). Si une économie n'est pas complètement ouverte, elle est fermée. C'est en tout cas ce que pensent les tenants du libre-échange absolu.

Appliquée à la réalité, cette façon de penser est une impasse. Car **la réalité, elle, n'est pas binaire**. Il est intéressant ici de faire appel à une discipline relativement neuve mais très prometteuse : **le biomimétisme**.

---

<sup>4</sup> Groupe d'achat en soutien à l'agriculture paysanne.

<sup>5</sup> Groupe d'achats communs

<sup>6</sup> À l'inverse des emplois proposés par les multinationales dont on voit dans l'actualité récente – Caterpillar, ING - qu'ils ne tiennent qu'à la décision d'un lointain PDG (on dit aujourd'hui CEO).

<sup>7</sup> Pas toute l'année, certes, mais la préservation de la planète passe aussi par le fait de réadapter notre alimentation au rythme des saisons.

<sup>8</sup> Sans parler des conditions de travail

Il ne s'agit pas seulement de construire des locomotives de TGV dont le profil imite celui de la tête du martin-pêcheur pour qu'elles fendent l'air avec moins de résistance en entrant dans un tunnel. Il s'agit, beaucoup plus profondément, d'**observer quelles sont les règles du vivant et de s'en inspirer pour orienter nos choix personnels et de société**<sup>9</sup>.

Pour trouver dans le vivant un modèle d'équilibre entre le libre-échange et le protectionnisme, on ne doit pas aller chercher bien loin. Il suffit de disposer d'un miroir, ou plus exactement d'observer comment **notre corps** fonctionne. **Il est ouvert sur le monde extérieur** et vit d'échanges avec celui-ci : il absorbe de l'oxygène et rejette du gaz carbonique, il ingère de la nourriture et rejette des déchets et de l'énergie... **Mais il se protège aussi** : nous avons une peau partiellement – mais pas complètement – imperméable ; nous avons un système immunitaire qui combat les bactéries pathogènes et les virus ; si nous mangeons un aliment avarié ou indigeste, il est souvent « renvoyé à l'expéditeur »... Un organisme qui n'accepte rien de l'extérieur finit par mourir de faim et d'asphyxie ; à l'opposé, l'organisme qui ne se protège pas finit par mourir de maladie.

L'image du corps humain nous invite aussi à chercher la juste mesure et non le tout ou rien : le corps a besoin de soleil, mais trop de soleil le brûle ; il a besoin d'énergie, mais trop de calories le rendent obèse, etc. De même, nos sociétés ont besoin d'échanges internationaux et, par exemple, de partage du savoir et de la connaissance<sup>10</sup>. Partager les cultures, partager des savoir-faire, etc. Partager certaines denrées aussi. Mais nos sociétés deviennent malades quand l'échange se fait à sens unique et que seules les multinationales s'enrichissent, quand le « libre-échange » nous dépossède du pouvoir de décider de nos vies, nous fait perdre le contrôle notre production, quand le libre-échange détruit notre environnement, source de notre prospérité, etc.

Ainsi, **nos économies ont besoin d'une certaine dose de protection** pour répondre à nos besoins humains (matériels, mais pas uniquement) tout en préservant notre milieu de vie.

---

<sup>9</sup> Voir Gauthier Chapelle, *Le vivant comme modèle – la voie du biomimétisme*, Albin-Michel, 2015.

<sup>10</sup> Surtout que quand on partage du savoir, celui qui donne ne perd rien et qu'au bout du compte il y a un enrichissement global – c'est ce qui se passe avec internet, par exemple.

## Conclusion

Echanger avec d'autres, proches ou lointains, c'est une bonne chose. Le libre-échange tel qu'il est promu aujourd'hui, par contre, n'est pas une loi naturelle. Le porter à son paroxysme en y subordonnant toutes les autres préoccupations et en diabolisant tout ce qui le remet en question relève soit de l'aveuglement, soit d'intérêts individuels ou de caste.

Grâce à certaines mesures de protection, on peut non seulement faire vivre l'économie locale, aujourd'hui vampirisée par les multinationales, mais aussi remettre le bien commun au cœur des décisions et des échanges.

Revitaliser l'économie locale, c'est, dans l'immédiat, **lutter contre la confiscation des richesses** - et donc du pouvoir - par une oligarchie d'ultra-riches. C'est aussi se libérer de l'emprise de très grosses entreprises sur nos vies... Une emprise qui se concrétise à travers la publicité, l'obsolescence programmée, les lobbies...

Relocaliser l'économie, c'est peut-être avant tout une question de **démocratie**... En promouvant sans réserve le libre-échange et ses lois, les gouvernements se sont laissé dépouiller d'une bonne part de leur pouvoir. Il ne tient qu'à eux de le récupérer en désacralisant cette hyper-liberté des échanges et en remettant le bien commun à l'avant-plan.

À moyen terme, relocaliser l'économie, en reprendre le contrôle en tant que citoyens, c'est aussi **une sage façon de renforcer notre autonomie, nos liens de solidarité et d'ainsi se préparer aux bouleversements à venir.**

Isabelle Franck

Disponible sur [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be)

Contact : [info@vivre-ensemble.be](mailto:info@vivre-ensemble.be)

02 227 66 80



Avec le soutien de la **FÉDÉRATION**  
WALLONIE-BRUXELLES

